

Quel avenir pour l'écologie au niveau européen ? Une activiste et un eurodéputé écolo débattent

Criminalisation des militants écolos, revers politiques, péril fasciste : l'activiste allemande pour le climat Luisa Neubauer et l'eurodéputé écologiste Benoît Biteau tirent le bilan de la « vague verte » cinq ans après, et se projettent vers des élections européennes incertaines.

[Mathieu Dejean](#) et [Amélie Poinssot](#)

1 avril 2024 à 10h23

Trente-Trente ans les séparent, mais une même préoccupation les obsède : le dérèglement climatique et la menace qu'il fait peser sur l'habitabilité de la planète. Luisa Neubauer, 27 ans, militante allemande pour le climat, et Benoît Biteau, 56 ans, eurodéputé écologiste sortant (candidat à sa réélection sur la liste conduite par Marie Toussaint) et agriculteur bio engagé auprès des Soulèvements de la Terre, se sont rencontrés dans les locaux de Mediapart pour la première fois.

Alors que le « Pacte vert » européen donne [depuis l'an dernier](#) des signes d'essoufflement, que les manifestations agricoles [qui ont secoué plusieurs pays](#), dont l'Allemagne et la France, [font reculer](#) les maigres avancées en faveur d'une agriculture plus écologique, et que la sphère militante [est devenue la cible d'attaques outrancières](#), comment continuer la lutte ? Des organisations aussi bureaucratiques que les institutions européennes lui sont-elles utiles ? Le mouvement climat doit-il se radicaliser ? À moins de trois mois des élections européennes (le 9 juin), Luisa Neubauer et Benoît Biteau mettent leurs expériences en commun.



Benoît Biteau et Luisa Neubauer, à Paris, mars 2024. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Mediapart : Cinq ans après la « vague verte » de 2019, comment abordez-vous les élections européennes de juin 2024 ?

Luisa Neubauer : En 2019, l'écologie avait le vent en poupe, nous défilions pour le climat dans les rues et la jeunesse était aux avant-postes de cette lutte. Cette année, nous craignons que les jeunes votent massivement pour les fascistes, et nous nous battons pour les rallier à notre cause. Quelque chose s'est inversé.

Benoît Biteau : Partout en Europe, le sentiment est le même. La montée de l'extrême droite est effrayante, surtout dans le vote des jeunes citoyens, qui parfois ne votent même pas ou plus.

Comment vous adressez-vous particulièrement à l'électorat jeune pour les européennes ?

Benoît Biteau : On a choisi une candidate jeune, et qui est identifiée par les jeunes : Marie Toussaint, qui est issue de la jeunesse écologiste et a fondé [Notre affaire à tous](#). Ensuite, on a un projet européen qui s'adresse à la jeunesse, tout simplement parce qu'il ne fait pas de l'écologie la bête noire de la société. Partout dans les États membres de l'Union européenne, on entend qu'il faut détruire le Pacte vert parce qu'il serait à l'origine de tous les maux économiques, ou qu'il faut renoncer à la réduction des pesticides alors qu'ils impactent le climat et la biodiversité. C'est l'extrême droite qui imprime le récit politique pour l'instant.

Luisa Neubauer : On doit se battre à la fois contre l'apathie politique et contre le fascisme, qui ont le potentiel de détruire beaucoup de ce qui a été fait à l'échelle européenne. Avec le mouvement climat, pendant trois mois nous allons lourdement faire campagne à l'intention des moins de 30 ans. Pas seulement parce qu'ils sont dix millions de votants en Allemagne, mais aussi parce que si les jeunes votent soudainement en majorité pour l'extrême droite, quel message d'un meilleur futur allons-nous transmettre aux prochaines générations ? Nous ne voulons pas que les jeunes générations se retournent contre le reste de la société.

Dans ce contexte de recul sur le Pacte vert et d'offensive contre l'écologie, l'échelon européen est-il encore opérant pour mener la lutte ?

Luisa Neubauer : On a besoin de tous les échelons. Il serait ridicule de dire que, pour régler les crises internationales que nous traversons, nous allons nous passer des institutions internationales. Sur l'écologie, les droits des femmes, les droits humains ou encore les droits des jeunes, quand les majorités parlementaires nationales basculent à l'extrême droite dans les États membres, l'UE a encore une vertu protectrice.

À lire aussi

[« Pacte vert » : la droite européenne panique à l'idée de perdre le vote agricole](#)

23 mai 2023

Benoît Biteau : Je suis convaincu que c'est la bonne échelle pour traiter des sujets pour lesquels on a rendez-vous avec l'histoire : le climat, la biodiversité, la santé, les droits humains. Si on ne réfléchit pas à ces enjeux au moins à l'échelle d'un continent, on n'est pas opérant. Beaucoup d'États membres tentent de déroger aux règles européennes pour en rabattre sur des objectifs qu'on devrait pourtant partager pour préparer l'avenir. Sur des directives-cadres aussi fondamentales que [celle sur l'eau](#), la France négocie en permanence des dérogations, ce qui est désastreux. L'Europe est une digue pour éviter cette dérive vers

des stratégies libérales et d'extrême droite. Elle n'est pas parfaite, mais pour l'améliorer il faut changer sa gouvernance.

Dans un monde qui réclame des changements radicaux, il faut porter une politique radicale.

Luisa Neubauer, activiste climat

En 2019, Ursula von der Leyen a été la présidente de la Commission européenne la plus mal élue de l'histoire, à huit voix près. Le poids des écologistes au Parlement européen l'a contrainte à travailler avec nous pour construire des majorités de projet. Mais on a vécu un revirement de situation : candidate à sa réélection, elle comprend que les Verts risquent de ne plus être les arbitres de la démocratie, donc elle chasse sur les terres de l'extrême droite. C'est cette démocratie des sondages qu'il nous faut combattre.

Au moment où les crises s'accroissent, face à la bureaucratie européenne et au fait que sa majorité penche nettement à droite, n'est-il pas plus utile de lutter dans des mouvements activistes ?

Luisa Neubauer : Notre message sur les élections européennes n'est pas de dire que l'Europe est le meilleur endroit sur terre. Mais ce dont on peut être sûr à 100 %, c'est que chaque crise que nous traversons sera aggravée si on la laisse entre les mains des fascistes. D'un autre côté, nos mobilisations dans la rue ont permis d'avoir un Pacte vert qu'une majorité écologiste dans un parlement national n'aurait jamais obtenu. Je trouve que c'est radicalement porteur d'espoir. Ce qui s'est passé en cinq ans est aussi la démonstration du pouvoir du peuple, même s'il nous faut des élus dans les institutions.

Benoît Biteau : Je ne suis pas né élu : je viens du monde associatif, militant, syndicaliste, et j'ai été élu pour ça. Pendant longtemps on a regretté l'absence d'élus en soutien à nos luttes. Ce n'est plus le cas : des élus s'engagent maintenant avec les Soulèvements de la Terre, comme j'ai pu le faire à Sainte-Soline. Plus l'extrême droite monte, plus il faut qu'élus et activistes se soudent, et qu'ils soient sur les mêmes terrains de lutte. Je n'ai pas de problème avec la désobéissance civile. Michel Forst [*rapporteur spécial de l'ONU sur les défenseurs de l'environnement – ndlr*] est un très bon copain : on partage l'idée que, quand les luttes pour l'intérêt commun sont autant réprimées, la désobéissance civile est un ingrédient de la démocratie. C'est pour ça que Darmanin me traite d'écoterroriste.



Benoît Biteau et Luisa Neubauer. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

L'écologie est devenue la cible n°1 de l'extrême droite. Les activistes pour le climat sont taxés d'écoterroristes et les écologistes de s'adonner à l'agribashing. De votre point de vue, comment proposer un autre récit qui ne soit pas simplement en opposition avec ces discours ? Comment ne pas courir après l'extrême droite ?

Luisa Neubauer : Si certaines personnes vous traitent d'écoterroriste, c'est que vous avez peut-être fait quelque chose de bien ! (*rires*) Ces attaques reflètent ce à quoi ils essaient à tout prix de faire obstacle : des libertés, des droits égaux, un futur, des progrès, de la justice. S'ils ciblent plus les Verts que les migrants, c'est parce que la vague verte est là, et qu'elle crée de vrais changements. Il faut donc continuer. Il faudrait être fou pour croire que si nous changions de sujet ou si nous demandions moins, ils ne nous attaqueraient pas ou moins. Dans un monde qui réclame des changements radicaux, il faut porter une politique radicale.

Benoît Biteau : Vous avez raison, il faut gagner la bataille du récit. Mais je pense qu'il faut aussi démasquer les imposteurs. L'extrême droite, la droite traditionnelle et même les libéraux de Macron se font les défenseurs des agriculteurs, alors qu'ils ont voté une PAC nettement antisociale. Quand il y a des accords de libre-échange au Parlement européen, je dépose systématiquement un amendement de rejet, que les libéraux ne votent jamais. Il faut montrer notre constance, notre approche globale et à long terme sur ces sujets.

Pourquoi politiquement une agriculture plus écologique n'est-elle pas audible ?

Benoît Biteau : Parce que le récit qui nous est vendu n'est pas objectif. On nous dit que réduire les pesticides et les engrais de synthèse, c'est menacer la souveraineté alimentaire. Mais les baisses de production agricole qui sont déjà là n'ont pas de lien avec ces réductions, qui n'ont pas commencé : c'est le produit de l'effondrement de la biodiversité et du dérèglement climatique. Ce ne sont pas les écologistes qui le disent, ce sont les données officielles de la Commission elle-même. Qui a intérêt à nous abreuver avec ce récit d'apocalypse ? Ceux qui continuent de vendre des pesticides et des engrais de synthèse. On voit bien que la Commission roule pour ces lobbies qui sont le faux nez des défenseurs des agriculteurs productivistes.

C'est là que l'UE est défaillante : elle continue de perfuser le mauvais modèle agricole.

Benoît Biteau, eurodéputé écologiste

Luisa, le mouvement climat n'a-t-il pas négligé ce débat sur les questions agricoles et la nécessaire préservation de la biodiversité ?

Luisa Neubauer : C'est une question de plus en plus importante pour nous. Le mouvement des jeunes agriculteurs écologistes en Allemagne s'oppose au récit des syndicats agricoles majoritaires, qui sont étroitement liés aux lobbies des pesticides et aux industries agroalimentaires. Dans le mouvement climat, il faut admettre que nous avons introduit la biodiversité trop tard dans l'équation, c'était une erreur. Beaucoup de gens se sont focalisés sur la réduction des émissions de CO₂, en ignorant d'autres phénomènes comme la pollution, la raréfaction de l'eau, les effets des pesticides, les dégâts écologiques produits par l'externalisation de la production ailleurs dans le monde...

C'est en train de changer. C'est la raison pour laquelle l'usine Tesla près de Berlin [est occupée en ce moment](#). Certains ne comprennent pas que le mouvement climat s'en prenne à une marque qui fabrique des voitures électriques. Mais là où se trouve cette usine, les agriculteurs et les agricultrices sont en lutte contre la sécheresse, et Tesla prévoit d'utiliser l'eau des nappes phréatiques tout en détruisant les forêts alentour, comme toujours. En Allemagne, le problème en ce moment, c'est que les syndicats majoritaires font passer des représentants de l'agro-industrie pour des agriculteurs lambda, qui souffrent de leurs conditions de travail.

Benoît Biteau : C'est exact, et c'est un problème européen. En France, selon [un sondage Elabe](#), 62 % des agriculteurs et des agricultrices disent qu'il ne faut pas reculer sur la transition écologique, et 23 % disent que la transition agroécologique est une opportunité. Il y a une déconnexion entre la base, le discours politique et les leaders syndicaux. Notre difficulté, c'est que l'UE continue de discuter avec les 15 % qui tiennent les manettes du syndicalisme et bloquent la transition. Les autres demandent à être accompagnés par les politiques publiques : c'est là que l'UE est défailante, car elle continue de perfuser le mauvais modèle. Il faut orienter ce gros paquebot qu'est la PAC vers la bonne agriculture, pour qu'elle devienne la solution.



Benoît Biteau et Luisa Neubauer. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Au vu des [dernières annonces](#) de la Commission européenne et du Conseil, ce n'est pas le sens pris pour l'instant...

Benoît Biteau : C'est tout l'enjeu des élections du 9 juin prochain. Je rêve d'un hémicycle avec au milieu une majorité qui aurait compris les enjeux de l'écologie.

Luisa Neubauer : Quelle est l'alternative si l'on ne prépare pas l'agriculture au changement climatique, si l'on ne fait pas en sorte qu'elle soit une part de la solution et non du problème ? Chaque année, les dégâts sur les récoltes vont s'accroître et les rendements diminuer. Qu'ils soient sur des exploitations agroécologiques ou industrielles, tous les agriculteurs et agricultrices subissent une pression de plus en plus forte du changement climatique. Pendant quelques années, ils vont se débrouiller avec des pesticides, mais cela va coûter de plus en plus cher. Chaque gouvernement du continent européen va devoir compenser ces pertes, et cela va atteindre des montants astronomiques.

C'est de l'argent que nous pourrions investir dans l'adaptation climatique, la prévention des catastrophes, les droits sociaux... Quel que soit l'argent que l'on donnera aux exploitations, cela ne fera pas revenir un sol devenu infertile, ni ne fera vivre des vaches à qui l'on n'aura plus rien à donner à manger. Notre système a atteint ses limites. Quand je dis cela, je n'ai pas seulement en tête le secteur agricole, mais aussi la démocratie européenne et la façon dont elle pourra faire face aux crises à l'avenir.

Benoît Biteau : En France, les politiques curatives – c'est-à-dire les réparations quand il y a des catastrophes climatiques, des épidémies... – impliquent des volumes considérables, en plus de la PAC [*La France touche annuellement 9 milliards d'euros d'argent public issu de la PAC – ndlr*]. Si l'on déplaçait ces enveloppes-là vers le soutien d'une autre agriculture, ce serait un levier de changement extraordinaire.

Les actions de désobéissance civile, comme celles des Soulèvements de la Terre, se développent. On observe également que le livre d'[Andreas Malm](#), « Comment saboter un pipeline » (La Fabrique, 2020), est de plus en plus lu par le mouvement climat. Comprenez-vous cette radicalisation ?

Luisa Neubauer : De plus en plus de gens s'engagent dans le mouvement climat ; au sein de ce mouvement, il y a de plus en plus d'actions de désobéissance civile ; et au sein de celles-ci, une toute petite fraction va vers des actions de sabotage. En Allemagne, ça s'est produit peut-être à trois reprises, comparé à des milliers de protestations différentes. Ce n'est pas une tendance significative par rapport au nombre de personnes qui s'engagent.

Nous avons à la fois besoin de gens qui occupent Tesla et de gens qui apportent des solutions et qui changent les règles.

Luisa Neubauer, activiste climat : Ce qui me semble plus important, c'est de voir que les jeunes activistes se présentant à des élections sont de plus en plus nombreux. Nous avons besoin de ces gens dans les parlements. Il est nécessaire, à côté des manifestations de masse pacifistes que nous organisons, d'élargir le spectre de nos opérations. Il faut de la pression de tous les côtés. Et il faut se répartir la responsabilité, comme un grand groupe de travail où chacun prend quelque chose en charge. Nous avons à la fois besoin de gens qui occupent Tesla, pour faire comprendre le problème, et à la fois besoin de gens qui apportent des solutions et qui changent les règles. Je ne crois pas que ce soit le travail d'un mouvement climat que d'apporter la paix. L'activisme climat n'est pas une marche pour la paix. Notre mission consiste parfois à mettre en lumière un conflit qui existe et à le faire comprendre aux gens. Idéalement, c'est ensuite au gouvernement de proposer des solutions. Or souvent, les responsables politiques préfèrent criminaliser et menacer les activistes que juger leurs intentions.

Benoît Biteau : Quand la justice est piétinée – on le voit avec [les mégabassines](#) –, on gagne [les recours en justice](#). Les scientifiques nous disent que cette gestion de l'eau n'est pas la bonne réponse, et pourtant ça continue. Que nous reste-t-il ? Il ne nous reste que la désobéissance civile et les actions symboliques pour attirer l'attention. Démonter une pompe qui vaut 80 euros pour la désactiver, c'est du symbole. Ce n'est pas du sabotage, ce n'est pas économiquement très dommageable, cela ne met pas en péril le fonctionnement de l'État, et cela n'attaque aucun être vivant. J'assume ce type d'action, mais il faut rester dans le

symbole. Et cette jeune génération, qui ne cesse de m'épater, a une capacité à créer incroyable.



Benoît Biteau, à Paris, mars 2024. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Luisa, vous-même, vous n'êtes pas candidate aux européennes. Pourquoi ?

Luisa Neubauer : Parce que des gens comme Benoît se présentent ! (*sourires*) Une démocratie forte a aussi besoin d'une société civile forte. Et il n'y a aucune chance que je rejoigne la politique allemande, qui est très problématique dernièrement : les changements n'arrivent que grâce à la mobilisation de gens qui s'organisent sur le terrain.

La guerre à Gaza a-t-elle affaibli le mouvement climat ? Luisa, vous aviez pris des distances avec Greta Thunberg qui avait appelé au cessez-le-feu et porté le keffieh palestinien. Avez-vous changé de position depuis ?

Louisa Naubauer : Avec Fridays for Future Allemagne, nous appelons à un cessez-le-feu, et nous appelons en particulier le gouvernement allemand à faire tout ce qui est possible pour arrêter les massacres à Gaza. Pour nous, en tant que mouvement, il était important de souligner après les attaques du 7 octobre que les crimes commis par le Hamas ne peuvent pas être excusés et qu'ils doivent être nommés pour ce qu'ils sont. Aujourd'hui, les mouvements climat sont d'accord pour un cessez-le-feu, des mesures en faveur de la paix et la fin des souffrances à Gaza ; cela donne de l'espoir.

Benoît Biteau : Le peuple allemand n'est pas guéri de la culpabilité de ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre mondiale. Mes collègues au Parlement européen sont un peu tétanisés sur le sujet. Je ne leur jette pas la pierre. Le traumatisme encore extrêmement présent peut biaiser l'analyse de la situation, et c'est vrai que cela peut affaiblir les mouvements écologiques, car les jeunes sont très attentifs à ce qui se passe pour les Palestiniens à Gaza. Cela dit,

la position des écologistes français est très claire : nous réclamons depuis le début un cessez-le-feu sans condition.

[Mathieu Dejean](#) et [Amélie Poinssot](#)